

INTRODUCTION

Edelyn Dorismond et Jean-Léon Ambroise

La problématique de la reconnaissance, actualisation ou relecture entre autres de la « dialectique du maître et de l'esclave » de Hegel occupe une place importante en philosophie sociale et politique depuis deux décennies environ. Il s'agit, à côté des questions du meilleur régime politique qui serait capable de rendre effectif le vivre ensemble, de penser le mode de « réalisation de soi », après avoir diagnostiqué les « pathologies sociales » qui représentent autant de malaise social que de mal-être dans la société (Honneth, 2010). Toutefois, une expérience anthropologique et philosophique travaille la question de la reconnaissance, celle de la dignité humaine, qui fait appel à une compréhension de l'homme, cet infini dont Pascal dit qu'il est capable de contenir le monde, et qu'il faut voir dans cette capacité à contenir le monde le propre de sa grandeur. De cette considération, Edelyn Dorismond conclut que la reconnaissance serait le fait de traiter l'homme comme grandeur ir-réifiable.

Certes, la thématique de la reconnaissance regroupe des problématiques plus diversifiées. Le texte d'Illionor Louis présente la « reconnaissance » autour de quatre grands axes soutenus chacun par une figure importante de la philosophie politique ou de la philosophie sociale. Il considère, d'abord, en ayant en vue la perspective de Nancy Fraser, que la reconnaissance relève d'une « nécessité à faire participer l'autre ». Cette participation, par ailleurs, doit être assurée par une « politique de redistribution fondée sur la justice sociale et l'équité ». En ce sens, la reconnaissance est avant tout la politique à promouvoir si l'on veut faciliter la participation des citoyens à la jouissance du bien commun. Toutefois, en toute vraisemblance, aucune

politique de la reconnaissance ne serait possible sans poser la reconnaissance comme lutte contre les formes diverses du « mépris social » (Emmanuel Renault, 2001) ou de la « société du mépris » (Honneth, 2010), qui se manifeste par les différents modes de déni de reconnaissance. C'est pour cette raison que la reconnaissance trouve un traitement davantage orienté vers une « perspective individualiste », mieux dirions-nous, vers une perspective intersubjectiviste dans laquelle l'attention est portée sur les expériences vécues et leur manière de rendre les citoyens vulnérables (Guillaume Le Blanc, 2007). Pourtant, c'est au coeur de ce déni de reconnaissance que se formule le besoin d'être reconnu. Enfin la reconnaissance devient moins une simple affaire de participation, qu'un besoin fondamental de se sentir capable à ses propres yeux et à ceux d'autrui. Bien entendu, pour y arriver, il faut penser à redéfinir le mode du *vivre-ensemble* fondé sur une métaphysique de l'*Un* et de l'ordre. Il s'agit d'introduire la « différence » comme catégorie de la philosophie politique et celle-ci devient ainsi « garante de la reconnaissance et du respect des droits et de la culture de l'autre caractérisé par sa singularité ». Le dernier concept de la reconnaissance trouve son élaboration dans les travaux de Will Kimlicka et les derniers travaux de Habermas ; ils promeuvent tous deux la reconnaissance des cultures des groupes « minoritaires » par leur intégration à la société. La reconnaissance devient alors l'enjeu des luttes identitaires qui travaillent particulièrement les sociétés multiculturelles.

Pourtant, ce serait une lacune profonde de considérer la reconnaissance comme simple symptôme et mécanisme thérapeutique aux sociétés subissant des pathologies importantes. La reconnaissance peut offrir des clés pour comprendre la dynamique de production de l'altérité dans l'expérience de la « domination », en suivant d'une part les modes de constitution des altérités dominées ou dominantes et d'autre part, les modes d'appropriation du discours de la domination par les acteurs sociaux, qui ne sont pas de simples dominants ou dominés, mais des joueurs qui cherchent constamment les meilleures parties pour se positionner. Au cours

de cette dynamique d'appropriation des modes de légitimation, les individus deviennent « mêmautre »¹ malgré la puissance des « arts de la résistance ». Il faut voir dans ce devenir autre à soi au profit d'une tentative de devenir l'autre, l'efficacité des arts de la domination. Adler Camilus scrute l'embarras que pose aux « intellectuels » haïtiens du XIX^e siècle, particulièrement en étant attentif à Firmin, ce spéculaire qui travaille ceux-là pris dans les entrelacs du discours altérisant et altérant de la domination. L'intérêt d'une telle étude ne consiste pas à dénoncer purement et simplement la posture militante de ces *défenseurs de la race noire et de la nation haïtienne*. Camilus touche avec une grande sincérité, teintée d'une certaine indignation, la manière dont ces intellectuels se trouvent englués dans un ordre de discours colonial, qu'ils étaient incapables de deviner, voire de déconstruire. Mais nous comprenons, en fin de compte, que cette incapacité n'était pas d'ordre intellectuel ; elle a révélé, selon Camilus, un choix qui visait à se montrer en occultant ce qui devient corps de domination des « élites » haïtiennes. Donc, la reconnaissance risque de conduire à des effets que nous désignons de spéculaires où la lutte pour la reconnaissance est aussi occultation et exploitation des plus vulnérables paradoxalement au profit de ceux qui posent la reconnaissance comme restitution de la « dignité » humaine. Compris en ce sens, il est possible d'observer dans la dynamique sociale une confrontation entre les groupes selon leur positionnement dans l'ordre de légitimation. L'article de Jean Chenet semble présenter, non de manière explicite et assumée, un cadre de théorisation des tensions ou conflits entre « mouvements populaires » et « partis politiques ». En effet, l'inscription des partis politiques dans l'ordre normatif de régulation politique et sociale les porte à adopter en général une posture timide face à la formulation radicale et convaincue des problèmes sociaux auxquels sont confrontés les citoyens, seuls, du lieu de leur position

1 Edelyn Dorismond, *Haïti et les Antilles françaises (Martinique et Guadeloupe), l'impossible articulation de la reconnaissance par l'autre et de la reconnaissance de soi (entre le refus de l'autre et la reconnaissance de soi)*, Thèse de doctorat de Philosophie, Université Paris 8, 2010.

de « précarisés », d'« appauvris », susceptibles de porter avec une plus grande radicalité leur préoccupation socio-politique. Ici, nous pouvons considérer que la question de la reconnaissance trouve une formulation nouvelle, qui ne concerne pas avant tout la correction des torts causés par l'État dans sa mauvaise manière de redistribuer, mais une compétition entre les groupes sociaux ou socio-politiques liés à l'incapacité ou au refus de ces derniers d'universaliser leur revendication au profit d'autres groupes. S'inscrivant dans l'ordre de légitimation qui les maintient en vie, les partis politiques n'élaborent qu'une critique complaisante du pouvoir tout en négligeant constamment les problèmes fondamentaux qui constituent les noeuds de revendication des démunis. Donc, cette tension n'est pas simplement liée à la constitution du social, certes voué à la conflictualité, mais particulièrement aux modes de représentation de soi et de l'autre. Dans ce cas, la reconnaissance comme cadre de compréhension indique, si nous devons revenir à l'étude de Camilus, qu'une tentative des partis politiques de se dresser en porte-parole du « peuple », condition d'être reconnus, n'est en même temps qu'une tentative d'occulter les mouvements populaires, condition d'être niés. D'un point de vue plus global prenant en compte le régime de normativité prévalant dans la société, c'est l'interrogation d'une manière des partis politiques de se situer dans l'ordre de la reconnaissance au détriment de ceux qui constituent le « populaire ». En d'autres termes, là où nous serions tenté d'observer un hiatus dans la constitution du dossier du premier numéro de la revue, en se demandant ce qu'une étude sur la relation entre mouvements populaires et partis politiques a à voir avec la problématique générale de la reconnaissance, nous soutenons que cette étude n'ouvre pas seulement un autre angle d'approche de la reconnaissance jusque-là saisie dans la relation des citoyens, des minorités ethniques, religieuses, sexuelles ou génériques à l'État, instance de légitimation d'une « majorité », mais elle montre comment la reconnaissance travaille les groupes sociaux et politiques dans leur croisement. Les articles de Chenet, de Jerry Michel et d'Adler Camilus montrent combien la reconnaissance nourrit

une forme de perversion des revendications, vue son incapacité à produire un cadre universaliste de revendication, même quand elle se donne l'humanité pour idée régulatrice.

La même tension, la même occultation que nous avons rencontrée dans les travaux de Chenet et de Camilus, persiste dans l'article de Jerry Michel qui, abordant la patrimonialisation comme politique (privée ou publique) de la mémoire, remarque comment les groupes, ici familiaux, mobilisent le passé en vue de se constituer une représentation sociale, qui devient aussi occultation du passé d'autres groupes. Des familles reviennent sur le passé colonial en mobilisant un ensemble de données par lesquelles on cherche à atténuer l'aspect inhumain, indignant de l'esclavage. Or, cette stratégie de remémoration qui est une manière de se raconter ce qui s'est passé, de se donner une identité, reste aussi une manière de neutraliser tout ce qui a été reconnu historiquement comme machine à exploiter les esclaves. Encore une fois, la piste de la reconnaissance ne vise pas uniquement les revendications et leurs pertinences, mais souligne au-travers de ces luttes et des discours qu'elles élaborent, le mode d'occultation qui structure les revendications des groupes au nom de l'identité, comme s'il était impossible de poser son identité (unique ou multiple) à côté de celles des autres.

Nous ne rencontrons pas seulement ce problème en politique, il a une portée épistémologique indéniable. Le séisme du 12 janvier a fait surgir la question de la possibilité d'accompagner les victimes de la catastrophe quand les accompagnateurs ont été eux-mêmes victimes. « Les membres de l'équipe de CAFA, nous dit Iderle Lubin, n'étaient pas à l'abri de tout ce qui se passait au niveau de la population. Ils vivaient les mêmes stress et étaient confrontés aux mêmes difficultés que l'ensemble de la population. » Un phénomène d'une grande amplitude s'est imposé alors à la société ; il a bouleversé les repères. Les gens ont été profondément remués dans leurs stabilités. Dans ces circonstances, ils ont besoin d'un accompagnement psychologique, médical, sanitaire et alimentaire. Sur cet aspect intervient le besoin de reconnaissance : ils veulent et doivent être reconnus comme

victimes d'une catastrophe naturelle, avec des implications socio-politiques (manque d'information, négligence de l'État, etc.), qui ne touche pas moins leur intériorité. Les victimes ont eu besoin d'être restaurées dans leur dignité. Paradoxalement, ceux-là qui sont appelés à faciliter cette reconstitution de soi en situation post-séisme sont aussi déchirés. Nous pouvons supposer qu'ayant connu le même drame, ils seraient mieux placés pour répondre de manière appropriée aux demandes des victimes assistées.

Sans épuiser l'ensemble de ce problème à la fois dans sa formulation et dans son traitement, nous avons compris que le dialogue reste la seule voie de surmonter ce paradoxe. Verbaliser sa souffrance pour bénéficier de l'écoute de l'autre tout en lui offrant l'opportunité de s'extérioriser en minant le risque de s'emmurier dans le silence et le sentiment d'être négligé. Nous avons ici une piste qui nous présente la reconnaissance comme condition de l'appel à l'autre ; mais en réalité, si elle inspire l'appel, elle est au bout du dialogue qui veut prendre le risque de la mé-compréhension. Mais la mécompréhension n'est pas nécessairement un refus de comprendre, mais une compréhension manquée, donc une compréhension, qui nécessite des explicitations, d'où l'importance du dialogue, d'un *agir communicationnel* pour instituer une entente collective et renforcer les liens, reporter la conflictualité à plus tard.